GLASUL MINORITĂȚILOR
LA VOIX DES MINORITÉS
DIE STIMME DER MINDERHEITEN

ANUL / ANNÉE / JAHRGANG VIII. IUNIE / JUIN / JUNI 1930. NUMĂRUL / NUMÉRO / NUMMER 6

Regele Carol II.

Evenimentul mult așteptat și totuș atât de neașteptat, s'a împlinit. Adunarea Națională a României-Mari, a anulat decizia actului constituțional din 4 Ianuarie 1926, prin care s'a suspendat dreptul succesiunei la tron al Principelui Carol.

Față de acest fapt de drept constituțional, d-l president contele Bethlen György, a exprimat în Adunarea Națională punctul de vedere al Partidului Maghiar prin următoarea declarație:

Domnule președinte,

Domnilor senatori, domnilor deputați,

Din declarațiile antevorbitorilor mei reese, că marea majoritate a onoratei Adunări Naționale dorește anularea actului din 4 Ianuarie 1926.

Noi, care nu am contribuit la nașterea acestui act și care am stat întotdeauna departe de intenția să provocăm disensiuni, ne asociem la dorința domniilor voastre. În numele partidului vă declar, că vom vota proiectul de lege propus. (Aplauze unanime.)

Sunt plin de speranță, că această lege va servi propășirea și prosperarea tuturor popoarelor acestei țări.

Trăiască Regele Carol al II-lea!

Problèmes de l'Association du Musée de Transylvanie.

Par **Louis Kántor,** docteur.

Préface.

La plus ancienne société culturelle et sociale hongroise de Transylvanie, la „Société du Musée de Transylvanie" („Erdélyi Múzeum-Egyesület") fondée en 1859 après des siècles de tentatives, de propagande et de luttes, qui était un facteur important dans l'évolution culturelle de Transylvanie, s'était trouvée après la grande catastrophe mondiale dans une situation grave. En 1919 le gouvernement roumain a occupé de main-forte les collections de la Société, que celle-ci avait mises par un contrat de louage conclu avec l'État Hongrois à l'usage de l'Université François-Joseph de Cluj („Kolozsvári Ferencz József Tudományegyetem"). Le conseil administratif de la Société s'est déclaré toujours prêt et il l'est aujourd'hui encore de laisser les collections dans l'usage de l'Université roumaine de Cluj. Mais il demandait toujours et continue de demander de règler l'usage des collections par contrat. Mais le règlement de la question n'avance point depuis onze ans, elle a comme déraillé même. Les gouvernements roumains soutiennent, que le contrat conclu avec le gouvernement hongrois – malgré ses réservations – persiste aussi en face du gouvernement roumain, comme successeur légal, mais ils n'ont pas accompli jusqu'à présent les conditions du contrat.

Plusieurs fois ont été entreprises des négociations pour régler la question, mais jusqu'à présent elles n'aboutirent à aucun résultat. Elles n'y pouvaient parvenir, parce que certains points de vue se sont imposés qui excluent d'avance toute solution de droit et qui puisse satisfaire tous les deux partis. C'est que le caractère hongrois de la Société et le droit de propriété de ses collections ont été discutés. Sous l'influence des journaux et des brochures peu orientées la politique fut mêlée à la question et on commença bientôt de nous accuser de l'irredentisme. L'opinion publique roumaine informée sur la question de la sorte, a mis son veto à une solution jugée défavorable. Il en résulte que nous devons le trouver bien naturel qu'en pareille atmosphère, aucun gouvernement n'a risqué de

se charger de la responsabilité d'une solution décisive. De plus, le gouvernement de son côté a été aussi influencé par l'opinion publique et s'efforçait d'empêcher l'activité de la Société. Il a fait cela en refusant deux fois de soumettre la présidence élue à la sanction royale.

Le conseil administratif de la Société, reconnaissant les préjugés provenants du manque d'informations, qui empêchent toute solution paisible, a décidé de soumettre le matériel de l'affaire dans ses grandes lignes, mais pourvu des documents nécessaires au jugement du public. Il espère que la connaissance impartiale des faits sera salutaire : elle nous fera possible de trouver une solution équitable qui puisse satisfaire tous les deux partis.

I. La fondation.

Historique.

L'association du Musée de Transylvanie est le résultat d'un travail long et systématique. L'idée de fonder une société savante hongroise date du XVIII[e] siècle, Pierre Bod la lance en 1760 ; en 1785, le comte Ignace Batthyányi, évêque catholique romain de Transylvanie, en prépare un projet. A la diète de 1791, sur la propagande de George Aranka Zágoni, deux sociétés s'organisent, une pour la culture de la langue, l'autre pour l'édition des manuscrits historiques. Les états votent une loi dans l'intérêt de la société linguistique ; cependant, elle n'est pas confirmée par le monarque. En 1813, Gábor Döbrentey crée un cercle littéraire et scientifique à Kolozsvár et lance, en 1814, la première revue scientifique, le „Musée de Transylvanie". Comme résultat, en 1819 la nouvelle société s'établit, un fonds est créé dont, cependant, les statuts ne furent jamais confirmés. Alexandre Farkas de Bölön, fonctionnaire du gouvernement transylvanien, reprend l'idée purement muséenne en 1829, mais devant les objections des milieux gouvernants, qui trouvent les dépenses nécessitées trop élevées, il renonce au projet.

Le véritable commencement de la fondation en 1841.

Les comtes Joseph et Samuel Kemény annoncèrent aux états du comitat de Küküllő leur intention de fair transporter leur bibliothèque de Gerend à Kolozsvár et de la mettre à la disposition du public. Cependant, les états n'ayant pas pu dis-

cuter la proposition, ils la soumirent aux états de Kolozsvár. La Gazette de Transylvanie (Erdélyi Hiradó) publie le document en entier, et l'initiative trouve un accueil chaleureux partout. Etienne Kovács de Nagyajta publie un panphlet sur le mouvement, sur quoi le comte Louis Gyulay offre, dans une lettre, sa collection de minéraux, consistant de 1890 pièces, en donation au musée à fonder. Le mouvement eût l'accueil favorable de la diète du 21 juin 1842 de Kolozsvár, et de nouvelles offres furent faites. Le travail de l'organisation est mis en marche selon le projet du comte Joseph Kemény, et dirigé par le comte Imre Mikó. Le 23 décembre 1842 la diète prend une résolution concernant le musée, la salle du conseil, et la restauration du Théâtre National. Une somme de 100.000 florins fut prévue pour le musée, et l'achat de l'édifice Bánffy, situé à la Grande Place de Kolozsvár, fut décidé. Les Saxons, cependant, n'acceptèrent pas l'idée d'une contribution générale pour couvrir les frais, ayant invoqué que le musée ne servait que l'intérêt des nations hongroise et siculienne.

D'ailleurs, les Saxons n'avaient aucun intérêt à participer à une action commune, ayant déjà fait les premiers pas pour le relèvement de leur propre culture nationale. Dès 1833, ils avaient fondé la revue „Transilvania" qui avait pour but de faire connaître le pays ; en 1837, à Brassó, Gött lance une revue similaire mais plus approfondie, le „Siebenbürgisches Wochenblatt", et en 1840, le „Verein für Siebenbürgische Landeskunde" est fondé. Le Musée Bruckenthal existait déjà depuis 1817.

Le mouvement hongrois analogue prenait sans doute comme modèle cette association saxonne travaillant sous la devise de faire connaître le pays, mais servant en réalité les buts nationaux. Il n'est pas étonnant donc que les Saxons ne voulurent pas marcher avec les Hongrois. (Pour les données, voir le discours de l'évêque Teutsch, page 20, volume 1929, Archive des Vereins für Landeskunde).

Par conséquant, la diète n'impose une contribution que sur les Hongrois et les Sicules, mais, par courtoisie, on y élit aussi un membre saxon au comité de supervision, bien que les Saxons protestèrent même contre cette décision. Dû à leurs objections, la loi ne fut pas promulguée. L'affaire se traîne, et ce n'est qu'en 1845 qu'une communication royale demande des

projets et d'esquisses. Néanmoins, l'affaire continue d'être passée sous silence. La diète, en date du 3 et du 9 novembre 1847, soumet de nouvelles applications qui restent sans réponse. Le 30 mai 1848, l'union de la Transylvanie avec la Hongrie est déclarée. C'était la patrie commune qui aurait dû s'occuper de la constitution du musée désormais, cependant les événements révolutionnaires des années 1848 - 1849 intervinrent, puis l'époque de l'absolutisme.

La fondation proprement dite en 1852.

Dans l'introduction de son oeuvre: „Les antiquités de Transylvanie", Ladislas Kővàry invite la population hogroise d'établir le musée sous la forme d'une association. Cependant sa proposition ne trouve pas d'accueil encore, mais, dirigeant l'idée dans une nouvelle direction elle contribue à faire revivre et mûrir l'idée du musée.

En 1854, le comte Imre Mikó, qui déjà à la diète de 1841 – 43 fut membre du soi-disant „Comité Régulier", dans la préface qu'il a écrite à la „Bataille de Kiew" de Debreczeni, attire l'attention de nouveau à la nécessité d'établir le musée.

C'étaient les évènements mêmes qui ont finalement précipité la réalisation du projet. Le comte Joseph Kemény meurt en 1855; par son testament, il décide que jusqu'à l'établissement du musée, sa collection soit gérée par le Musée National de Budapest. La veuve du comte Joseph Kemény n'ayant pas soigné la collection, celle-là était en danger de périr. D'autre part, des rumeurs étaient en circulation sur l'intention des Saxons de fonder un „Landesmuseum" à Szeben. Mikó entre en action pour réaliser le projet du musée hongrois, utilisant dans ce but son journal, la Gazette de Kolozsvar (Kolozsvári Közlöny), dont le supplément bi-hébdomadaire littéraire et de science populaire s'intitulait le „Musée de Transylvanie". Afin d'activer la réalisation du projet, en 1856 il fait donation de son jardin de plus de neuf arpents, ainsi que de son villa de neuf pièces at les bâtiments y appartenant, pour les buts du musée. Cette donation éveille l'enthousiasme national. Comme Mikó le disait dans son discours le 12 mars 1874, le projet de l'association du musée excédait les cadres d'une simple organisation de collections et de la poursuite des travaux scientifiques. „C'était la nation vivante qui cherchait un moyen de travailler pour

l'avancement de son bien propre ; elle cherchait un champs où elle pouvait se manifester, sans éveiller les soupçons du pouvoir."

Le mouvement a éveillé l'intérêt du Musée National Hongrois qui a fait des efforts de se procurer le legs Kemény ; mais c'était trop tard. Mikó ayant informé le directeur du Musée National de l'état des choses, ce directuer, Auguste Kubinyi s'est joint au nombre des fondateurs.

En mai 1856, Mikó, dans un cercle restraint, prépare les statuts et se rend à Vienne. Lui, le comte Ladislas Eszterházy et le comte François Toldalagi les soumettent directement au souverain. Déjà le 6 novembre, une réponse est reçue, demandant des modifications. Cependant, le gouverneur, prince Charles Schwarzenberg, considère l'établissement de l'association comme assuré, il permet donc le transport de la collection Kemény de Gerend à Kolozsvár. Il se trouvait des sceptiques, comme le comte Dominique Teleki, et plus tard, puelques uns du comitat Hunyad qui auraient préféré de remettre la constitution de l'association, craignant que le gouvernement n'ordonne de la faire en trois langues. Mais sur les informations fournies par Mikó, ces craintes furent dissipées.

Entretemps le projet des statuts était modifié, et le 3 mai 1857 la première séance de l'association a eu lieu qui, sur la demande de Mikó, a coordonné le projet avec les désirs du gouvernement. D'après la permission mentionnée, Alexandre Mike transporta la collection Kemény à Kolozsvár, et fut chargé de la classifier.

Le 12 août 1857 la Régence demande la soumission de documents supplémentaires, et d'un état des fonds collectionnés. Aprés un délai de presque un an, elle demande de nouveau de compléter les documents. La pétition de 1858 fait déjà remarquer qu'on considère ces délais comme un signe de ce que le gouvernement oppose la réalisation du projet.

A la fin de 1858 Schwarzenberg meurt. Ce fait augmente les craintes, car sans doute le gouverneur avait montré de la bienveillance pour le mouvement. Le nouveau gouverneur prince Frédéric Lichtenstein, par courtoisie spéciale avisa le comité au mois de juin 1959 de la réponse reçue à la pétition, mais cette réponse contenait de nouvelles objections. Ce n'était dû qu' à la modération de Mikó que ces modifications furent effectuées, de façon à retenir l'essentiel, tout en faisant les

changements demandés. Enfin, le 19 juin 1859 la réponse définitive est arrivée, disant que le monarque donnait son consentement par télégramme. Les statuts modifiés ont été retourné et reçus le 8 Septembre 1859. Quant à la langue de l'association, l'approbation décide que cette question sera tranchée par l'assemblé constituante. Cette assemblée se réunit le 23 novembre 1859, entourée de l'enthusiasme général, dans la grande salle de la „Rédoute". Le gouverneur prince Frédéric Lichtenstein était également présent.

Le caractère hongrois de l'association.

L'assemblée constituante fournit les preuves incontestables du caractère hongrois de l'association. Article IV. du protocole original (publié en 1860 dans le premier cahier des „Annales de l'Association du Musée de Transylvanie") dit verbalement: „D'après l'article 38 des statuts, son excellence le président fait appel à l'assemblée de décider, quelle langue l'association emploira dans son administration comme langue officielle.

La décision motivée de l'assemblée est comme suit: „Etant donné que la diète de 1841/43 accepta la proposition concernant la fondation du musée dans un esprit et dans une interprétation nationaux et la passée comme loi dans le même esprit, et que les fondateurs originaux ont fait leurs donations dans le même esprit; vu encore que la même interprétation animait la reprise du sujet et que Art. 38 des statuts non seulement ne modifie pas cet esprit, mais au contraire, ajoute les anciennes donations au fonds de l'institut, et réserve la décision finale dans la question de langue à L'assemblée Constituante de l'association du musée, – étant donné également que les membres de l'association sont presqne exclusivement des Hongrois, et que les donateurs des fondations principales et ceux dont dépend l'existence même de l'association sont exclusivement des Hongrois et qui ont établi comme condition spéciale de leurs dons l'acceptance de la langue hongroise: l'assemblée, à l'occasion de la constitution de l'Association du Musée et du Musée à fonder par cette dernière, décide à l'unanimité que l'Association, aussi bien dans son propre administration que dans ses délibérations, dans ses publications mensuelles et autres, et dans ses annales, se servira de la langue hongroise."

Bien que l'assemblée se soit déclarée de la façon la plus

unanime quant à l'acceptation de cette proposition, et qu'aucune déclaration ne fût faite contre celle-là, afin de rendre la decision encore plus solennelle, et de permettre la manifestation la plus complète à la volonté générale et sans aucune autre nécessité, l'assemblée soumet la décision au vote secret, avec le résultat que d'après le rapport du comité de vote se composant des comtes Nicolas Lázár, Dominique Teleki, Coloman Esterházy, MM. Dominique Gyárfás et Alexandre Páll, les 383 votants présents se sont déclarés à l'unanimité pour la langue hongroise, en conformité avec la décision et du texte cités ci-dessus".

Ce vote a décidé le caractère hongrois de l'association. Comparant la situation de l'association hongroise de Transylvanie à l'association roumaine Astra, constituée en 1861, cette dernière ne se trouvait pas dans la même situation privilégiée, car d'après Art. 34 de ses statuts, les personnes ne sachant pas le roumain étaient autorisées de se servir d'une autre langue, tandisque la langue officielle de l'association hongroise ayant été soumise à la décision de l'assemblée constituante, sans autres réserves, la question fut définitivement tranchée par le vote secret et unanime de 383 votants. Elle ne saurait donc pas être discutée même, car sans l'assurance de l'emploi exclusif de la langue hongroise, l'assemblée constituante n'aurait jamais décidé l'établissement de l'association.

2. La diète de 1841/43 voulait, sans possibilité de doute, créer un musée national hongrois, et c'était la raison même pourquoi les Saxons n'acceptèrent pas une contribution à ce but, et pourquoi la diète vota la contribution des nations hongroise et sicule seulement.

3. Les Saxons avaient fondé leur „Verein für Siebenbürgische Landeskunde" déjà en 1840, et les Roumains, deux ans après la fondation de l'association du musée hongrois, en 1861, établirent, après de longues luttes, leur „Astra", dont la fondation était réclamée de plus en plus après celle de l'association du musée hongrois, afin de constituer leur propre association nationale, au modèle de celles des autres nations de ce pays. L'opinion publique roumaine et saxonne considéraient donc l'Association du Musée Hongrois comme une association par excellence hongroise, à l'établissement de laquelle ils n'avaient pas contribué ne l'ayant pas considéré comme la leur.

4. On invoque d'habitude comme argument contre le caractère hongrois de l'Association du Musée que parmi ses fondateurs il y a quelques uns qui ne sont pas de nationalité hongroise. Ce fait ne peut cependant aucunement servir de preuve ; il n'est que naturel que, de même que de nos jours les représentants des minorités ne peuvent s'abstenir de participer à la fondation des sociétés purement roumaines, aussi des devoirs sociaux ont rendu impossible que, par exemple, le baron André Şaguna et Alexandre Sterca Şuluţiu auraient pu s'abstenir de la fondation de l'Association du Musée Hongrois. Il est intéressant cependant que parmi les donateurs des fonds remis au comte Imre Mikó, et qu'il a remis, le 10 décembre 1859, accompagnés d'un régistre, à Vitalis Bányai, il ne se trouvait pas un seul qui ne fût pas de nationalité hongroise. La conclusion s'impose donc que ce n'était pas l'enthusiasme, mais simplement un sentiment de sympathie ou la contrainte sociale ou de politesse qui ont guidé les membres non magyars de se joindre également à la liste des donateurs, après que la constitution de cette organisation sociale hongroise ait été effectuée. De toute façon, ce n'était qu'une question de réciprocité. Parmi les membres de l'Astra il y a également des Hongrois et des Allemands, pourtant, personne n'a jamais contesté le caractère purement roumain de cette organisation. Membres honoraires étrangers de l'Astra sont, entre autres le comte George Csáky, Aurèle Kecskeméthy, rédacteur du „Sürgöny" à Budapest, le docteur E. I. Tkalacz, rédacteur de „Ost und West" à Vienne. Le comte Imre Mikó contribua 500 florins à la fondation, puis un nombre d'autres dont il est certain que ce n'était que par intérêt qu'ils sont devenus, même en 1910 membres de „l'Astra" comme Jules Bartók, boucher à Balázsfalva, C. W. Krafft, libraire à Nagyszeben, et beaucoup d'autres. En dehors des obligations sociales, qui ont poussé les représentants d'entrer en qualité de membres dans des associations d'autres nations, les associations elles-mêmes ont été forcées par les décisions du régime absolutiste d'accepter des membres étrangers. Ces décisions avaient le but de ne permettre la constitution des associations nationales qu'à condition que des membres d'autres nationalités y puissent entrer. Aujourd'hui cette conception du régime absolutiste parait incompréhensible et ne peut être expliquée que par le fait qu'on n'a pas osé d'empêcher la forma-

tion d'organisations nationales, ne s'y sentant pas assez fort, mais par contre, on tâchait d'affaiblir ces unions en leur imposant le devoir d'accepter de membres étrangers. Il va sans dire que les formations nationales avaient soin de protéger leur caractère national. La présence de quelques membres étrangers n'a modifié en rien le caractère purement national des associations comme l'Association du Musée des Hongrois et l'Astra des Roumains.

5. Avant la diète de 1841 – 43, et après jusqu'à la fondation proprement dite de l'association, presque aucune donation n'était reçue pour le Musée de Transylvanie, qui d'ailleurs avait également été projeté comme un institut de caractère hongrois (voir Art. IV. du procès verbal du novembre 1859 mentionné ci-dessus) à part la collection Joseph Kemény, remise à l'association, dans l'espoir de l'approbation, par le Gouverneur prince Schwarzenberg, déjà en 1857. La collection Alexandre Kemény fut beaucoup detériorée, car le 28 novembre 1848 les Roumains ont envahi le château de Gerend, détruisant une partie des collections, déchirant beaucoup de documents, salissant et emportant d'autres. Il restait à peine quelque-chose sans être endommagée. De cette collection, 38 volumes de manuscrits et de copies de documents ont été remis au Musée. D'ailleurs, cela n'était pas une donation proprement dite non plus, car le comte Samuel Kemény avait emprunté de l'argent du fonds de l'association et en était par conséquant débiteur, réglant sa dette par le legs en question. De la collection numismatique offerte par Daniel Lészai, un officien Russe, logé chez lui pendant l'été 1849, emporta tous les médailles en cuivre et en bronze. La collection de minéraux de Louis Gyulay, consistant de 1890 pièces, fut détruite pendant la révolution de 1848 et rien n'en a été reçu par le Musée. Le comte Joseph Teleki n'avait pas livré les objets qu'il a offert, et après sa mort, l'Académie Scientifique Hongroise a reçu ses collections. Jean Zeyk n'a livré sa bibliothèque de 1500 volumes qu'en 1856, (donc au Musée de Transylvanie déjà) dans un état défectueux.

6. Par conséquant, jusqu'à 1848, c'est à dire l'époque où nous pouvons considérer le mouvement pour la fondation d'un musée en Transylvanie comme terminé, les objets suivants ont seulement été reçus: La collection de livres, quelques centaines de volumes, du majeur Louis Goró, la copie de „Danaé" de

Titien, et des pièces d'or différents valant 40 ducats-or hongrois. Ignace Reinbold a remis ses propres dessins des antiquités romaines, dans un petit cahier ; le professeur Louis Ágota, peintre, trois tableaux (un de Vörösmarty et un de Ferdinand V.). De la collection de minéraux offerte par le comte Louis Gyulay, consistant de 2000 pièces, 216 minéraux et une médaille de cuivre ont été délivrés.

7. La donation d'une grande partie des collections est sujette au caractère hongrois de l'association ; si celui changeait, une partie des collections serait reprise. En dehors de la collection numismatique très imposante d'Eszterházy, reçu de Vienne en 1261, sujette au caractère hongrois et à la gérance séparée, les donations suivantes ont été faites par les fondateurs les plus anciens. Ces donations sont expressément sujettes à l'établissement du musée à Kolozsvár, et à son caractère hongrois. Cette liste a été dressée d'après le protocole de fondation de l'Association du Musée, et d'après les signatures originales : Comte Jean Bánffy (1.000 florins), baron Sigismond Bánffy (500 fl), comte Dominique Bethlen (antiquités, documents, livres et 2.000 fl), comte François Bethlen, jr. (1.000 fl), comtesse François Bethlen, jr., (1.000 fl), comte Gabriel Bethlen, sr., (500 fl), comte Camille Bethlen (500 fl), comte Charles Bethlen (1.000 fl), comte Paul Bethlen, jr. (1.000 fl), comtesse Paul Bethlen, jr. (1.000 fl), comte Alexandre Bethlen, jr. (1,000 fl), comtesse Alexandre Bethlen, jr. (1.000 fl), Louis Biró (100 fl), baron Léopold Bornemissza (500 fl), docteur Samuel Csiki (5 fl. par an), comte Antoine Eszterházy (500 fl), comte Coloman Eszterházy (500 fl), Martin Fejér (100 fl), Charles Ferenczi (5 fl par an), Dominique Gyárfás (100 fl), le Comte Louis Gyulay (une collection de minéraux de 2000 pièces et deux dons au total de 4000 fl), comtesse veuve Jean Haller, née Susanne Kleisch (nacre sculpté représentant le Cénacle, des piéces d'or et de cuivre, et 1000 fl. ; au cas contraire, c'est à dire si le Musée perdait son caractère hongrois) au théâtre national hongrois de Kolozsvár), baron Samuel Jósika (10.000 fl), Dominique Kemény jr., (100 fl), baron George Kemény (500 fl), madame veuve Nicolas Kemény (100 fl), les héritiers et la veuve du baron Samuel Kemény (400 fl), le comte Samuel Kemény (en dehors de l'offre de feu son père faite en 1841—43, 10.000 fl), Frédéric Klein (100 fl), la ville de Kolozsvár (5.000 fl), le

comte Albert Kornis (500 fl), le comte François Kornis (des livres et 500 fl), le comte Samuel Kornis (500 fl), le comte Nicolas Lázár (154 livres, 150 pièces d'or, d'argent et de cuivre et 500 fl), Claire Macskási comtesse Nikolas Lázár (32 pièces d'argent anciennes, un cachet, et 100 fl), Rosalie Macskási (5 fl par an), Charles Mara (pièces d'argent et 5 fl par an), Nicolas Mara (5 fl par an), la communauté de Marosvásárhely (1.000 fl „les intérêts seulement, pendant le temps que l'institut sera aux mains de la nation et ne servira d'autres buts que ceux ayant rapport au musée"), Albert Máriaffy (os du genou d'un mammuth, et 500 fl), le comte Charles Mikes (500 fl), Alex Nagy (7 pièces d'or, 15 pièces d'argent, un protocole dressé par les notaires de Kolozsvár au XVII-e siècle et 500 fl), Joseph Pataki de Deés (divers pétrifications, 5 pièces d'argent anciennes et 100 fl), Alexandre Páll (100 fl), David Székely (100 fl et 10 fl par an), le comte Dominique Teleki Sr. (5.000 fl), comtesse veuve Louis Teleki (1.000 fl; au cas contraire c'est à dire si le musée perdait son caractère hongrois moitié à la communauté réformée de Kolozsvár, l'autre moitié à celle de Sárospatak), le comte et la comtesse Nicolas Teleki et Claire Simén (1.000 fl, au cas contraire au collège réformé de Marosvásárhely), comtesse veuve Paul Teleki née Claire Macskási (511 livres, 8 pierres romaines et 100 fl), Ladislas Tisza (cornes d'un chèvre d'espèce egyptienne et 500 fl; au cas contraire l'argent doit être donne à l'Association Economique, les cornes à l'école réformée de la communauté), le comte François Toldalagi (500 fl), le comte Victor Toldalagi (500 fl), Alexandre Ujfalvi et sa femme Julienne Lészay (5.000 fl), Farkas Weér (500 fl), Charles Zeyk (une médaille d'or, 7 emblèmes d'argent et 100 fl), Nicolas Zeyk (100 fl).

La liste incomplète donnée ci-dessus ne fait ressortir que les donations faites avant la fondation ou immédiatement après, et exclusivement celles qui sont expressément sujettes au caractère hongrois du musée. Partout où la destination spéciale n'a pas été expressément stipulée, les successeurs ont droit aux dons au cas où le caractère hongrois de l'association et du musée changeraient. La liste ci-dessus fait également ressortir que certaines des donations faites au „musée de Transylvanie" sont aussi sujettes à son caractère hongrois (par exemple la collection de minéraux du comte Louis Gyulai, qui d'ailleurs

n'a été reçue qu'en partie, et la somme de 4.000 fl. offerte par lui, reçue en entier. De cette époque, il y a encore des donations dont les lettres de fondation ne font pas ressortir clairement leur caractère hongrois, mais ce caractère ressort indirectement de leur sens.

8. Etant donné que l'archive contient en grande partie des archives de famille, ces documents sont confidentiels, et ont été donnés pour être gardés seulement, et gérés en hongrois.

9. L'Association a fait plusieurs achats de telle nature que le vendeur se réserve le droit de rachat au prix de vente. Plusieurs de ces vendeurs ont voulu faire valoir leur droit, et ce n'était que les arguments des directeurs de l'Association qui les ont poussés de renoncer pour le moment à l'exécution de leur projet. (Ex. la communauté réformée de Déva.)

10. Il existe en outre des dépôts provisoires (comme celui de la communautée catholique romaine de Kolozsvár) qui peuvent être retirés à n'importe quel moment.

11. Enfin, Art. 1. des statuts détermine le caractère hongrois de l'Association d'une façon catégorique, en disant, verbalement: „Le but de l'Association est de maintenir et développer le Musée National de Transylvanie, dont la fondation fut résolue à la diète transylvanienne de 1841/43 et executée à Kolozsvár, en 1859; l'utilisation scientifique des collections de ce musée, le développement des sciences, de la connaissance de Transylvanie, et d'une façon générale, l'augmentation de l'esprit scientifique hongrois".

II. Relations juridiques avec l'État hongrois.

L'Association du Musée de Transylvanie conclût son premier contrat avec le ministère royal hongrois des cultes et de l'instruction publique lors de la constitution de l'université de Kolozsvár, en 1872. Ce contrat fut renouvelé le 1-er juin 1894, et approuvé des deux parties en 1895. Les conditions essentielles en sont:

Art. 1. „L'Association du Musée continuera de conserver son indépendance, ainsi que son autonomie basée sur ses statuts confirmés par les autorités supérieures, intégralement et sans diminution aucune; elle gérera sa fortune et maintiendra et développera ses collections indépendemment; soumettra ce-

pendant, tout en maintenant son droit de propriété, toutes ses collections à l'usage de l'université scientifique royale hongroise nommé d'après François Joseph de Kolozsvár, aux conditions suivantes . . ."

Art. 8. Le contrat restera en vigueur pendant la durée de l'existance à Kolozsvár de l'Université Scientifique Royale Hongroise „François Joseph".

Art. 9. „Pour le cas imprévu si jamais de telles circonstances survenaient qui rendraient l'annulation de ce contrat indispensable, l'usufruit de l'université ci-dessus mentionné cessera et chacune des deux parties contractantes reprendra ses propres collections et toutes ses propriétés, les gérera elle-même ; dans ce cas, l'Association du Musée devra quitter, avant un an, avec sa bibliothèque et avec toutes ses collections, les localités de l'université. Néanmoins, le jardin reste dans la propriété de l'État, tout en maintenant en vigueur la réserve faite dan l'art. 5 (concernant les modalités de l'utilisation du jardin par l'État, le maintien du monument Mikó, etc.) L'État, en revanche de la cessation du droit de propriété, sera obligé de céder à l'Association du Musée, avec les droits de propriété absolus, un édifice indépendant ou tel qui peut facilement être rendu indépendant, où la bibliothèque et les collections du musée pourront être placées d'une façon conforme aux buts scientifiques et culturels de ce dernier".

D'après les articles ci-dessus le contrat a cessé ; néanmoins, l'association est disposée à conclure un contrat avec le gouvernement roumain également, tout en réservant son droit de propriété.

L'Association du Musée de Transylvanie, en dehors du loyer de „5000 florins autrichiens" stipulé dans le contrat de 1872 recevait de l'État hongrois en 1906 et en 1907 un subside extraordinaire assez important. A partir de 1908, ce subside fut rendu régulier, à condition cependant que les objets achetés de ce subside deviennent propriété de l'Association. L'État hongrois ne réclamait rien en échange pour le subside. Le dernier versement de la part de l'état hongrois fut effectué en 1918, le dernier payement du loyer au debut de 1919. De la part des Roumains, le payement même du loyer fut refusé le 8 juin 1919. Le contrat cessa donc ipso facto.

Relations avec le gouvernement roumain.

Le gouvernement roumain s'est approprié des expositions et des collections du Musée en 1919 par la force et il continue de les garder depuis par ce titre. C'était au cours de l'année 1920, que la direction de l'Association commença de réclamer que la situation juridique de l'association soit réglée. La direction le réclame depuis constamment, par conséquant du fait qu'elle considère le contrat fait jadis avec l'État hongrois comme expiré, pour les raisons suivantes:

1. Par la cessation du régime hongroise, une des parties contractantes avait perdu la possibilité de remplir les obligations stipulées dans le contrat.

2. Le contrat assure l'utilisation des différentes sections et collections expresséement à l'Université Scientifique „François Joseph" de Kolozsvár.

3. Malgré que les gouvernements roumains insistent que le contrat reste en vigueur également envers l'état roumain, comme successeur des droits de l'état hongrois, il n'en ont pas rempli les conditions (l'association ne reconnait pas cette succession de droit).

4. D'ailleurs, jusqu'à ce jour, le gouvernement roumain n'a payé le loyer même qui découle du contrat qu'il prétend d'être en vigueur.

Pendant longtemps, l'association n'a même pas reçu des réponses aux mémoranda qu'elle a soumis au gouvernement roumain; ce n'était qu'en 1926 que le gouvernement roumain délégua le directeur général Z. Păclișanu pour entrer en négociations avec la direction du musée.

Les désidérata du gouvernement roumain au cours de ces négociations étaient les suivants:

1. Toutes les collections d'une valeur scientifique deviennent dropriété de l'université. Deviennent également la propriété de l'université, sans égard à leur caractère, toutes les collections que le Musée de Transylvanie avait reçues en donation.

2. Les objets et les livres, ainsi que les documents qui sont d'un rapport purement hongrois, restent la propriété exclusive de l'Association du Musée de Transylvanie, et restent à sa libre disposition.

3. Au cas de litiges quant au caractère des objets, un tribunal d'arbitrage élu décidera.

Les conditions du comité de negotiations envoyé par l'Association étaient :

1. Tout en réservant son droit de propriété, l'Associations cède à l'usage et à la gérance (exclusifs de l'université royale roumaine de Kolozsvár les collections d'animaux, de plantes et de minéraux, ainsi que la partie de la section des antiquités se rapportant à l'époque avant la migration des peuples, sous réserve de son droit de contrôle par un contrat de bail de 30 ans, contre le montant de 10.000 lei or par an, la valeur papier du montant étant à déterminer tous les ans.

2. L'Association désire gérer elle-même la bibliothèque, l'archive des documents et l'archive proprement dit, la collection des manuscrits, en outre la partie de la section des antiquités se rapportant aux époques depuis la migration des peuples, ainsi que la galerie des peintures et la collection numismatique.

3. Les objets que l'Association gérera elle-même, comme aussi les sections et collections qu'elle louera doivent être rendus accessibles à la science et au public et doivent être laissés à leur emplacement actuel. Naturellement, si le gouvernement roumain se décidait plus tard d'élever un nouveu bâtiment pour toutes ces collections, elle devront être placées là.

4. Les parties de sections et de collections qui seront gérées par l'Association, seront maniées et gardées par un fonctionnaire et un gardien, à nommer par l'Association et sous sa compétence. Les traitements et dûs de ce personnel seront déboursés par l'Etat.

5. En ce qui concerne le contrôle des sections et des collections qui seront gérées et utilisées par l'université, le comité négociant projetait la création d'un poste de sous-directeur, mais se rendant compte des complications et des litiges qui en résulteraient, dans son mémorandum du 27 novembre 1926, il désirait faire exercer le contrôle exclusivement par un comité de trois experts.

En réponse au mémorandum du 27 novembre 1926, le ministère, en date du 22 juin 1928, communiqua les conditions suivantes comme le „maximum" de ses concessions :

1. Tout d'abord, sur les demandes faites par plusieures personnes honorables et occupant des postes éminents dans la vie culturelle du pays, ces personnes devront être admis comme membres de l'Association.

2. Pour les professeurs principaux de l'université et des collections, ainsi que pour le directeur de la bibliothèque des droits déterminés dans les statuts actuels (de 1905) devront être assurés.

3. L'assurance de l'utilisation, aussi bien en parlant qu'en correspondance, entre l'université et l'association, de la langue de l'Etat. Les compte-rendus des séances des comités et des réunions générales seront rédigés en roumain et en hongrois.

4. Art. 10 des statuts en vigueur sera maintenu tel quel. (Tout citoyen honorable, homme ou femme, peut devenir membre de l'association, sous les conditions indiquées par Art. 11 – 18. Le comité décide de l'admission, sur présentation ou sur recommandation).

5. Du montant du loyer que l'Etat versera à l'Association, 10.000 lei seront à la disposition du comité pour couvrir les frais de l'administration de l'Association, le reste sera mis directement à la disposition des différentes sections pour le maintien des collections.

6. Le contrôle des collections par l'Association sera effectué ensemble avec un envoyé ministériel et un envoyé de l'université.

L'Association aura un vice-président et un secrétaire roumains.

Sur la demande de l'Association, les négociations sont reprises, sur la même base qu'en 1926, entre le comité délégué par l'Association et le directeur général Z. Paclisanu. *A cette occasion l'Association du Musée de Transylvanie soumît les propositions* suivantes :

1. Nous soumettrons à la gestion de l'état les sections des sciences naturelles, c. a. d. celles des animaux, des plantes et des minéraux, en entier, contre une pièce d'or par an, ainsi que le matériel préhistorique, egyptien, et romain de la section des antiquités.

2. Nous donnons en location : les fonds de la bibliothèque, de la littérature journalistique (c. a. d. de 1850 jusqu'à nos jours), de la section des antiquités la première partie du matériel datant de l'époque de la migration des peuples jusqu'à l'époque de l'arrivée des Hongrois, la partie de la galérie des peintures ayant une valeur artistique générale, ainsi que la collection ethnographique.

3. Nous gardons en propre gestion. De la bibliothèque: la bibliothèque hongroise ancienne, la collection des journaux hongrois anciens jusqu'à 1850, les exemplaires uniques, les éditions originales anciennes, les oraisons funèbres, les faire-part de décès et les affiches de théâtre, l'archive et la collection des manuscrits (en ce qui concerne le matériel en langues slave et roumain, ayant des rapports roumains, nous les donnerons en location), la petite bibliothèque choisie, des archives cette bibliothèque est à compléter, par ex. par les Monumenta.) De la collection numismatique: le matériel du moyen-age et moderne, la collection des portraits, les antiquités de l'époque de l'arrivée des Hongrois jusqu'à nos jours.

4. Pour une durée de 5 ans, nous laisserons toutes nos collections, y compris celles que nous voulons prendre en notre propre gestion, à la gestion actuelle.

5. Pendant ces 5 ans, l'État devra, contre le valeur du terrain donné par le comte Emeric Mikes, donner une compensation appropriée au Musée, pour le mettre à même d'élever un bâtiment.

6. L'État versera 3 millions de lei comme loyer arriéré ces dix dernières années.

7. Jusqu'au temps où l'État payera une compensation adéquate pour le terrain donné comte Imre Mikó, il versera à l'Association, contre ce terrain et comme loyer, un million de lei par an.

8. L'état reconnait le caractère hongrois de l'Association et se déclare par conséquent d'accord avec une modification correspondante des statuts.

9. Un des directeurs de chacune des collections données en location aura droit de délibération dans le comité.

10. Les membres de l'Association ont libre accès, sans payement spécial et dans les cadres habituels, à toutes les sections.

11. Une pièce sera réservé pour la présidence dans l'édifice de la Bibliothèque Universitaire.

12. Le dressement d'un régistre et ses frais seront à la charge de l'État, ainsi que tous les frais et dûs du contrat.

Bien que l'envoyé ministériel ait assuré le comité que le ministère serait d'accord avec les conditions ci-dessus, jusqu'ici l'Association n'a pas reçu de réponse officielle.

Le 5 avril 1930, des négociations d'un caractère informatif

ont eu lieu entre le Secrétaire d'État (sous-ministre) Valer Moldovan et le comité des négociations.

L'Association fonctionne comme personne juridique reconnue par le numéro du dossier 3007 – 1926, sur base des statuts de 1905. Afin de contrôler l'exercice de ces statuts, le ministère nomma en 1925 un commissaire gouvernemental auprès de l'Association.

Au cours des négociations de 1926 l'envoyé ministériel fit remarquer que l'Association pourrait être dissoute, n'ayant pas adhéré aux statuts, par exemple n'ayant pas tenu de réunion à l'époque fixée. Cependant, quant à la dissolution, Art. 63 des statuts stipule: „Dans le cas où l'Association fonctionne contrairement aux statuts, le gouvernement, s'il considère que l'intérêt matériel de l'État ou des membres serait en danger si l'Association continuait son activité, la suspendra immédiatement, et – d'après le résultat de l'information effectuée – pourra la dissoudre ou bien l'obliger à l'observation plus exacte des statuts, sous peine de dissolution". De la même façon, la loi roumaine de 1924 concernant les personnes juridiques ne fournit aucune base légale non plus à la dissolution ; d'ailleurs, excepté des cas urgents, une dissolution ne peut être effectuée que par voie juridique. Par le fait qu'ils n'ont pas réglé l'état légal de l'Association, c'étaient les gouvernements eux-mêmes qui ont rendu impossible l'activité complète de l'Association. En dehors du fait que le danger perpétuel qui menaceait sans cesse l'Association dans la question du droit de propriété provoquait un grand découragement dans les âmes, l'état de siège perpétuel a rendu des réunions presque complètement impossibles. L'Association protesta plusieurs fois contre cet état des choses, mais l'état de siège ne cessa qu'à l'époque du gouvernement Maniu. D'ailleurs l'Astra (le musée roumain) ne pouvait pas tenir de réunions, selon ses statuts, non plus, par ex. en 1873 (voir numéro de jubilée 1861 – 1911 de „Transilvania", page 387, compilé par O. Goga.)

L'Association avait toujours un nombre insignifiant de membres roumains, qui, pour une raison quelconque, adoptaient ses buts. Après le changement de régime, le nombre des membres roumains s'est accrû. A présent, l'Association a les membres roumains suivants: Membres directeurs (pourvu que toutes les villes et tous les comitats envoyent des représentants

roumains: Dés représenté par le doctuer V. Motogna,) comitat de Kolozs, ville de Kolozsvár, (représentés par le docteur V. Stanciu), Marosvásárhely (représenté par le docteur S. Dragomir), Szamosujvár, Torda (rep. par P. Suciu). Membres fondateurs: Comitat de Brassó, Felsőbánya, comitat de Háromszék, Nagybánya (repr. par le docteur Traian Pop). Membres ordinaires: le docteurs Aurel Blaga, Alexandre Borza, Nicolas Draganu, Onosifor Ghibu, Emil Haţegan, Jean Lapadu, la bibliothèque de la ville de Nagyvárad, les docteurs Kamil Negrea, Simon Nemes, Zenovie Paclisanu, Teofil Peter, Victor Pop, Sextil Puşcariu, Emil Racoviţa, Coriolan Tatar, en somme 26 membres.

D'après le contrat, et par conséquent d'après les statuts, les directeurs des sections sont membres du comité. Toutefois, étant donné que le contrat avec le gouvernement roumain n'a pas été signé encore, ils ne sont invités que d'après les statuts de 1905, qui sont imposés, donc par nécessité. D'ailleurs, l'Association n'ayant que 5 sections – les sections organisées plus tard n'avaient pas été rapportées à l'assemblée générale et l'approbation par l'Association n'avait pas été demandée – 5 directeurs de sections ont seulement droit de participer au comité; pourtant, pour éviter des controverses, l'Association invite tous les sept. Cette question doit également être réglée lors de la signature du contrat.

Depuis 1925, l'acceptation des membres roumains en masee est sans cesse urgée. Au mois de décembre 1925, le docteur S. Borza, membre régulier et directeur de la section de plantes, rapporta à la direction de l'Association une demande d'admission de 85 intellectuels de nationalité roumaine, habitant pour la plupart Kolozsvár et étant en rapport avec l'université, comme ses membres. L'intention d'obtenir la majorité est donc incontestable. Cependant, l'Association se sert du droit que Art. 10 des statuts lui réserve, c. a. d. le comité décide de l'admission de nouveaux membres indépendamment, sans être obligé à donner des raisons de sa décision. En ce qui concerne les membres recommandés par le docteur Borza, la session du 4 janvier 1928 du comité adopta la proposition du président, le baron Alexandre Mannsberg, qui présidait alors pour la dernière fois, qu'à l'exemple d'autres associations et organisations sociales hongroises, l'Association, craignant une

majorité roumaine, ne prendra de décision relative à la personne des membres proposés qu' après le réglement de ses relations avec le gouvernement. Un vote défavorable étant désagréable aux membres proposés eux-mêmes l'Association embrasse donc le point de vue en principe, considérant comme préférable d'éviter de forcer la question, bien que de la part des Roumains on insista sur une décision, même au prix de rendre les relations tendues.

Depuis le changement du régime, trois interruptions plus ou moins longues du fonctionnement de l'Association ont été provoquées par des circonstances d'une nature assez grave. La première s'est produit lors de la modification des statuts par l'assemblée en 1924. Celle-ci voulant s'adapter aux circonstances actuelles, apporta plusieures modifications aux statuts, en les soumettant au tribunal de Kolozsvár, indiquant sur la page de titre qu'il s'agissait des „statuts modifiés". Ce fait fût déclaré comme un faussement des statuts, et une action fût entamée contre la direction. L'information a naturellement donné raison à la direction, mais l'affaire n'est pas restée sans conséquence, et l'activité civilisatrice de l'Association dût subir une diminution considérable de l'enthusiasme des membres.

Le second cas affaiblit encore davantage cet enthusiasme au début de 1925. Après trois ans d'activité de la présidence, le ministère fit savoir qu'il ne pouvait pas soumettre le président Etienne Ugron et les vice-présidents docteur Joseph Papp et comte Arvéd Teleki pour la confirmation royale. C'était en vain que l'Association expliqua que Art. 20 des statuts qui demande cette confirmation n'est qu'un reste de l'époque de l'absolutisme et cela n'était que par loyauté qu'il ne fut pas modifié pendant la vie de François Joseph, après l'accord de 1867, mais seulement en 1918, après sa mort, bien avant le changement de régime. Les évènements survenus ont empèché que la modification décidée par le comité fût exécutée. C'était encore en vain qu'elle fit remarquer que jamais dans l'histoire de l'Association la confirmation ne fût refusée. On était obligé d'élir d'autres présidents.

En 1930 ce même événement s'est repété. A cette occasion, c'était la soumission pour confirmation des vice-présidents élus par l'assemblée extraordinaire du 15 décembre 1929, du baron Jean Jósika et du docteur Hugo Roth que la communication

ministérielle du 18 mars 1930 refusa, sans donner des motifs. Pourtant, d'après la loi concernant les personnes juridiques, le tribunal avait exécuté l'enrégistrement qui était même publié dans le Monitorul Oficial. La session du comité du 31 mars 1931 ne prit pas encore une décision de principe, et se contenta de charger la commission des négociations d'essayer d'obtenir une solution favorable lors des prochaines négociations. Cette commission sollicita l'intervention du ministre Valer Moldovan, afin d'éviter l'impression comme si le ministère voulait empêcher l'activité régulière de l'Association. L'Association désire une entente avant tout, et ne veut vivre que pour ses buts culturels.

L'activité culturelle de l'Association du Musée de Transylvanie jusqu'à nos jours.

Les moyens scientifiques à la disposition de l'Association sont les sections et les collections.

Les sections sont les suivantes: 1. Section philosophique, linguistique et historique. 2. Section des sciences naturelles. 3. Section des sciences médicales. 4. Section de droit et de sociologie (depuis 1906).

Les collections sont les suivantes: *A)* Bibliothèque (imprimés, journaux, manuscrits et documents). *B)* Collection numismatique et antiquités (collections d'objets historiques, ethnographiques, de l'histoire de l'art, et artistiques.) *C)* Collection d'animaux (collections comparatives des espèces et des systèmes, et montrant la vie des animaux dans la nature. *D)* Collection de plantes (collections comparatives des espèces et des systèmes, montrant la vie des plantes dans la nature; collection de plantes sèchées, avec et sans fleurs). *E)* Collection de minéraux (collections minéralogiques, géologiques et de biologie préhistorique.)

Afin d'atteindre ses buts, avant le changement du régime, l'Association, disposant de moyens suffisants, déployait une activité très étendue: 1. en organisant des discussions d'experts; 2. en publiant les travaux des sections en des revues scientifiques; 3. en mettant ses expositions gracieusement à la disposition du grand public; 4. en organisant des cours populaires et scientifiques; 5. en publiant les résultats de travaux scientifiques en des éditions spéciales, et plus tard en des revues;

6. en organisant des réunions dans des régions différentes, élaborant la monographie de chaque région; 7. en publiant des annales; 8. en publiant des ouvrages spéciales; 9. en publiant des ouvrages scientifiques; 10. en établissant les prix des objets d'une valeur muséale, à vendre.

La guerre mondiale a diminué et le changement de régime a, pour ainsi dire, coupé court l'activité de l'Association. Ses ressources se sont épuisées. Ses fonds ont perdu leur valeur, les cotisations ordinaires de huit et de quatre lei, au lieu des cotisations de huit et de quatre couronnes anciennes ont a peine couvert les frais de leur collection. Le subside de l'État a cessé, même aujourd'hui l'État ne paye pas le loyer dû pour l'utilisation des collections; son unique source de revenue, la maison donnée par la comtesse Ottilia Vass a pendant plusieures années a peine couvert ses propres frais de maintien, dû au requisitionnement d'une partie des logements, et aux loyers minimes versés par les anciens locataires. Les publications de l'Association cessaient l'une après l'autre en 1919.

Un seul champs d'activité restait: l'organisation de cours populaires et scientifiques. Bien que l'État de siège constant ait rendu difficil de tenir des cours, le nombre des cours populaires organisés après le changement du régime dépasse 200, celui des cours scientifiques monte à peu près à cent. Malheureusement, l'idée même de stimuler l'activité scientifique par l'édition d'ouvrages scientifiques était exclue. Pendant longtemps il était même impossible d'éditer les séries des cours, à cause du manque des moyens. C'est pendant l'année présente que nous sommes arrivés à pouvoir de nouveau nous servir de la force de la lettre imprimée, en faisant revivre le „Musée de Transylvanie". A la place du grand nombre de revues de jadis, nous n'avons actuellement qu'une seule, qui sert en premier lieu les sciences abstraites, et dans ses suppléments les sciences naturelle et médicale.

Du passé de l'Association du Musée de Transylvanie l'opinion publique même a constaté qu'elle était un facteur efficace du développement culturel de Transylvanie. Elle a atteint ses buts par la cultivation diversifiée des sciences et par leur popularisation. Par ses collections d'une certaine importence elle rendit possible que Kolozsvár devienne une cité universitaire. Sans les collections de l'Association il n'est pas probable que

Kolozsvár ait obtenu son université en 1872. La direction de l'Association continue dans son intention de laisser ses collections à l'usage du public, mais elle ne désire pas entrer en conflit avec les intentions des fondateurs et avec sa propre conscience en abandonnant le droit de propriété des collections.

Le présent, et le passé immédiat de l'Association est une époque de luttes, aussi bien dans le sein de l'Association qu'en dehors. Le réglement de la situation juridique de l'Association, et la restauration de l'équilibre des âmes doit cependant remplacer ces luttes infructueuses par le travail pour la science, afin que l'Association du Musée de Transylvanie puisse, par la voie de la science hongroise, prendre sa part en toute tranquillité, dans le développement de la science générale.

Rumänien und die Minderheiten.

Auf den unter obigem Titel vom rumänischen Ministerpräsidenten Herrn Dr. Julius Maniu in der Nummer 117 des Basler Volksblattes erschienenen Aufsatz erhaltet dieses Blatt von seinen La-Mitarbeiter folgende Entgegnung.

Trotzdem, dass die Redaktion des „Basler Volksblatt" den Aufsatz des Herrn Ministerpräsidenten Maniu durch ihre verschiedenen Bemerkungen bereits erheblich tiefer hängte, ist es nicht überflüssig, auf diese Ausführungen näher einzugehen.

Wir möchten zunächst Herrn Ministerpräsident Maniu Gerechtigkeit widerfahren lassen, indem wir erklären, dass er der in Form und Gesinnung am meisten westlich-e ropäisch denkende Politiker Rumäniens ist. Das ist daraus erklärlich, dass er in Ungarn und in ungarischen konfessionellen Schulen erzogen worden ist, deren Niveau erheblich höher stand, als das, welches die Schulen des rumänischen Altreiches erreichten. Überhaupt sind die Rumänen Siebenbürgens, und speziell diejenigen, die wie auch Maniu dem griechischen Ritus des Katholizismus angehören, viel mehr westlich-römisch orientiert, wie die orthodoxen Rumänen des Altreichs. Zwischen beiden klafft ein Abgrund, den jeder Siebenbürger Rumäne sofort empfindet, wenn er nach Bukarest kommt, oder wenn er in seinem engeren Vaterlande, in Siebenbürgen, das heute von Beamten aus dem Altreich überflutet wird, gezwungen ist, sich von byzantinisch-orientalischen Typen beherrschen zu lassen.

Die westliche Gesittung Manius trat bei seinem Regierungsantritt zutage, indem die Wahlen frei verliefen, während sie unter Bratianus liberaler Herrschaft im Zeichen der Urnendiebstähle stattfanden. In allen sonstigen Fragen sind jedoch alle Minderheiten Rumäniens, die den Regierungsantritt Manius hoffnungsvoll begrüssten, tief enttäuscht. Der Aufsatz des rumänischen Ministerpräsidenten beruft sich auf die viel zitierten Beschlüsse von Karlsburg, wo die Rumänen Ungarns noch unter ungarischer Herrschaft zusammenkommen durften, um ihren Abfall von Ungarn zu verkünden. In diesen Beschlüssen ist den Völkern des zukünftigen Rumäniens völlige nationale Freiheit innerhalb des Staatsgebietes, Erziehung, Verwaltung und Rechtspflege in ihrer Sprache und durch Angehörige seiner Rasse, Autonomie und Gleichheit für alle religiösen Richtungen versprochen – aber nur versprochen worden. Gehalten wurden die Versprechungen noch von keinem der rumänischen Ministerpräsidenten, auch von Maniu nicht. Goldis, der Verfasser dieser Beschlüsse, hat seither sogar offen gesagt, dass die Beschlüsse von Karlsburg, abgesehen von dem ersten Punkt über den Anschluss an Rumänien, „bloss ein Evangelium, eine Konzeption, eine Doktrine, eine ideelle Vorstellung" sei.

Herr Maniu sagt in seinem Aufsatz: „Ihren Schul- und sonstigen kulturellen Vereinen haben wir jede mögliche Freiheit gelassen und finanzielle Unterstützung gewährt". Stolz beruft er sich darauf, dass die Zahl der ungarischen Genossenschaften wie auch der kulturellen Vereine sich seit dem Jahre 1918 erhöht hat und dass es in Siebenbürgen sogar 17 ungarische Tageszeitungen gibt! Man muss darüber staunen, dass die Existenzmöglichkeit von 17 ungarischen Zeitungen wie auch eine gewisse Entwicklung des Genossenschaftswesens und Kulturvereine als Beweis dafür vorgebracht würden, dass die Minderheiten nicht unterdrückt werden, hatten doch die Rumänen Vorkriegsungarns ebenfalls ihre kulturellen Vereine und Zeitungen. Sine ira et studio müssen wir aber dem Herrn Ministerpräsidenten Maniu mit aufrichtiger Offenheit sagen, dass sein Satz über die Freiheit der Schulen und kulturellen Vereine eine Umgehung der Tatsachen ist, weil es sich um die Frage der konfessionellen Schulen der Minderheiten handelt, die von den Vorgängern des Herrn Maniu massenhaft geschlossen und ihres Öffentlichkeitsrechtes beraubt worden sind. Diese Öffentlichkeitsrechte hat

Maniu den katholischen und anderen Schulen nicht zurückgegeben. So kommt es, dass von den 70 ungarischen Mittelschulen des Jahres 1918 in 1928 bloss 19, von den 115 Bügerschulen bloss 38, von den 2585 Volksschulen bloss 1178, von den 4 Kinderpräparanden bloss eine, von den 22 Volksschullehrerbildungsanstalten bloss 6, von den 4 Bürgerschullehrerpräparanden keine, von den 21 höheren Handelsschulen 5, von den 11 höheren Gewerbeschulen keine einzige und von den 10 Hochschulen keine einzige mehr tätig waren. Man könnte hierauf antworten, dass die Rumänen rumänische Schulen haben wollen. Dagegen kann nichts eingewendet werden. Daraus aber, dass die Rumänen die rumänischen Schulen vermehren wollten, folgt nicht, dass die nicht rumänischen Schulen in solchem Masse, wie es geschehen ist, hätten niedergebügelt werden müssen. Die katholische Kirche wollte Hand in Hand mit der reformierten Kirche Siebenbürgens eine ungarische Hochschule gründen. Alle Rumänen haben diesem Plan gegenüber einheitlich Stellung genommen und gesagt, dass eine ungarische Hochschule in Rumänien nicht existieren dürfe. Die begrüssenswerte Entwicklung der rumänischen Schulen hätte nicht die Verfolgung der katholischen und reformierten ungarischen Schulen notwendig gemacht, die ohne Öffentlichkeitsrecht nicht existieren können, weil sie ihre Schulen nicht selbst prüfen dürfen und die Staatskommissionen diese Schüler durchfallen lassen. Wir können nicht alle Einzelheiten, die uns über das Minderheitsschulwesen Siebenbürgens und der Bukowina bekannt sind, vorführen und möchten nur erwähnen, dass stockungarische Gemeinden, die konfessionelle Schulen erhalten, gezwungen werden, überflüssigerweise rumänische Schulen oder Staatsschulen zu bauen, dass ferner die Eltern pressioniert werden ihre Kinder in diese Schulen zu schicken, dass die Nationalität der Kinder von den Schulbehörden gegen den Willen der Eltern bestimmt wird, dass es den konfessionellen Schulen verboten ist, Kinder anderer Nationalitäten aufzunehmen. Siebenbürgen ist aber wie die Schweiz ein mehrsprachiges Land, wo es notwendig ist, drei Sprachen zu beherrschen. Wie viele ungarische und rumänische Schüler haben eben deshalb in den ungarischen Zeiten die vorzüglichen evangelischen deutschen Schulen auch dort besucht, wo sie Schulen in der Muttersprache hatten. Sie sind in diesen Schulen nicht deutsch geworden. (Die rumänische

Volkszählung, auf die sich Herr Maniu beruft, ist falsch und wird sogar von manchen Rumänen nicht als richtig anerkannt. Ihre Angaben variieren von einer Volkszählung zur andern in ganz unmöglicher Weise. Eine Aufführung der diesbezüglichen Daten würde einen selbständigen Aufsatz notwendig machen.) Herr Ministerpräsident Maniu beruft sich darauf, dass die Minderheitsschulen staatliche Unterstützung bekommen. Er sagt aber nicht, dass diesen Schulen das eigene Vermögen unter dem Titel einer Agrarreform zum grössten Teil genommen worden ist. Ja! Schulen hat man Vermögen weggenommen und Kirchen das Vermögen, aus welchem Kulturinstitutionen erhalten worden sind. Angeblich aus sozialer Not! Aus sozialer Not hat der rumänische Staat 5,962.654 Hektar Boden enteignet, aber laut Nummer vom 28. September 1927 der Bukarester Zeitung „Dimineaţa" von diesem Boden in Siebenbürgen 976.608, im übrigen Rumänien 1,179.975 Hektar nicht unter Bauern verteilt, wodurch bewiesen ist, dass *keine* soziale Not bestand, die Schulen und Kirchen zu berauben. Kein Wort ist zu hart, um dieses Vorgehen zu brandmarken. Da in Siebenbürgen 976.608 Hektar von bei der „Agrarreform" genommenem Boden auch heute dem Staat gehört, könnte Maniu mindestens den Kirchen und Schulen das Geraubte zurückgeben, wenn er diesen Boden sowieso nicht den Bauern geben will.

Da sind auch wir zur Bodenreform angelangt, bei welcher in Siebenbürgen 227.943 Rumänen und 43.727 Ungarn Boden bekamen, wo die Rumänen höchtens zu 57%, Ungarn zu 26% berechtigt gewesen wären. Die verteilten Besitze variierten zwischen $^1/_4$ bis 16 Katastraljoch. Unnötig zu sagen, dass nicht die Deutschen und Ungarn 16 und nicht die Rumänen $^1/_4$ Joch erhielten. Wenn man noch die Beraubung von 25.000 Csiker Szeklerbauernfamilien und der Banater ungarischen Bauern (Kleinbauern!) in Betracht zieht, und noch dazu die wirtschaftliche Not Siebenbürgens, ferner die Zurücksetzung der Minderheitsgeldinstitute im Reeskomptkredit der Banca Naţională, so wird man ermessen können, wie weit sich der vornehmste rumänische Politiker von den Tatsachen verirrt, wenn er sagt, dass die Lage der deutschen und ungarischen Unternehmer, der Arbeiter, der Bauern und Beamten heute besser ist, als sie vor dem Krieg war.

Ministerpräsident Maniu beschuldigt die ungarische Irre-

denta, dass sie Rumänien als korrupt darstelle. Das Ausland hat aber die Angaben über die Korruption Rumäniens aus rumänischen Zeitungen erfahren, und unter den Zeitungen, die die Korruption im Lande brandmarken, stehen die Zeitungen der Maniupartei an der Spitze.

Da der Aufsatz des Herrn rumänischen Ministerpräsidenten sich auch in Prophezeiungen einlässt und die Möglichkeit einer Ausdehnung der deutschen oder der bolschewistischen Macht in Betracht zieht, sei es auch erlaubt in die Zukunft zu blicken und eine freundliche Entwicklung zu suchen, die der Herr Ministerpräsident selbst zwischen Rumänien und Ungarn wünscht. Unser Ausblick ist darauf gebaut, dass das heutige Siebenbürgen auch nach den falschen Volkszählungen Rumäniens nur wenig mehr als 50% Rumänen hat, und dass der mehr westlich orientierte Geist der Rumänen Siebenbürgens, unter dem orientalisch byzantinischen Geist Bukarests leidet. Wird die Entwicklung Siebenbürgens unter solchen Umständen nicht die Staaten, zu welchen Siebenbürgen in der Zukunft gehören wird, zwingen, Siebenbürgen eine volle Autonomie zu geben, etwa wie es Kroatien innerhalb Ungarns hatte? Oder wird Siebenbürgen mit seinen drei Nationen sich zu einem völlig selbständigen Lande entwickeln müssen, wie es schon einmal war?

Scotus Viator's Brief an die Redaktion der „Patria".

Scotus Viator — Professor Seton Watson — sendet einen offenen Brief an die Redaktion der «Patria» (Klausenburg).

Der angesehene englische Publizist hat sich bekanntlich vor dem Kriege sehr stark für die damaligen Volksminderheiten — Serben, Rumänen, Tschechen — eingesetzt.

Der Brief von Scotus Viator an die Redaktion der „Patria" hat folgenden Wortlaut: Verehrter Herr Schriftleiter! Meine langwierige Krankheit hat mich daran gehindert, das Ergebnis meiner Eindrücke in Rumänien in die Öffentlichkeit zu bringen. Ich muss gestehen, dass alles, was ich im vergangenen Jahre in Klausenburg sah, mir als vertrauenerweckend für die Zukunft erschien, vornehmlich, als ich mit der Tätigkeit *Ghiţa Pop's* bekannt wurde, in der ich die Gewähr einer richtigen Intention der Regierung erblickte. Ich hatte das Empfinden, dass die Re-

gierung bis zur Wurzel der Frage dringen wolle und die Minderheitsfrage nicht aus opportunistischen Gesichtspunkten, sondern aus prinzipiellen Grundsätzen heraus lösen und dadurch eine ständige Krankheitserscheinung des politischen Lebens, ein für allemal, beseitigen wolle . . . Das Ansehen Rumäniens im Auslande hat sich im Verlaufe der letzten 18 Monate bedeutend gefestigt, was in erster Linie jenen Bestrebungen zuzuschreiben ist, mit denen die Regierung auf die Einführung moderner Regierungsmethoden drang. Diese Methoden, eine strengere Kontrolle in allen Zweigen des öffentlichen Lebens, müssen aber mit der Lösung der Minderheitenfrage ergänzt werden, wenn das Vertrauen des Auslandes zu der Regierung Maniu noch stärker werden soll. Wenn die öffentliche Meinung des Westens auch keine pünktlichen Informationen über die Innen-Angelegenheiten der Oststaaten besitzt, so wurde sie dennoch aufmerksam, als bekannt wurde, dass in Europa nicht weniger denn 35 Millionen Menschen als Minderheiten leben und ihr Los das Los zweitrangiger Staatsbürger genannt werden kann . . . Es ist auch dieses schon allgemein bekannt, dass verschiedene Verträge, deren Sinn es wäre, die sprachlichen Rechte der Minderheiten zu sichern, tote Buchstaben geblieben sind. Die öffentliche Meinung weiss aber auch in den Weststaaten, dass in einzelnen Ländern die Bestrebung auf Aufsaugung der Minderheiten schonungslos vorherrscht und vielerorts Auswüchse zeitigt, wie sie nicht einmal vor dem Kriege in Zeiten der russischen, preussischen und magyarischen Regierungsmethoden angewendet wurden. Das Minderheitenproblem steht im Mittelpunkt des Interesses Gesamteuropas und die Sicherung des Friedens wird von einer weitgehendsten Lösung eben dieser Frage erwartet . . . Denjenigen aber, die auch vor dem Kriege im Interesse der unterdrückten Minderheiten gekämpft haben, ist es doppelte Aufgabe, ihre Freunde aus den Reihen der vormaligen Minderheitenvölker darauf aufmerksam zu machen, dass jede Gewaltmassnahme, die auf Assimilierung der Minderheitenvölker abzielt, unmoralisch und unklug ist. . . Ich muss bei dieser Gelegenheit auch der Meldung, die von Frau Bakker bei der Brüsseler Konferenz der Völkerbund-Ligen erstattet wurde, Erwähnung tun. Vasile Stoica hat damals mit Entrüstung gegen den Inhalt des Berichtes protestiert und auch ich war schon nahe daran zu glauben, Frau Bakker sei in Irrtümer getrieben

worden, die geeignet wären, ein Aufbrausen der rumänischen öffentlichen Meinung hervorzurufen. Doch, da ich den Bericht gründlicher durchlas, stellte ich fest, dass der Bericht – Wahrheit ist. Er ist eigentlich auf Vergleichen aufgebaut worden, auf Vergleichen der Lage der Minderheiten in Italien, in Jugoslawien und in Rumänien. Und schildert die Lage der Minderheiten in Rumänien noch als die günstigste. Der Bericht stellt fest, dass Italien der einzige Staat in Europa ist, der mit ganz brutalen Mitteln an die Assimilierung seiner Minderheiten schreitet. Die ungarländische Presse suchte aus der Meldung der Frau Bakker die Folgerung zu ziehen, dass die Betrauung Ghiţa Pop's zur Ausarbeitung des Minderheitenstatuts fehlgeschlagen sei. Doch muss ich feststellen, dass ein Satz, der solchen Folgerungen Raum gibt, im Referat nicht aufzufinden ist. Im Gegenteil hat Frau Bakker ganz offen einbekannt, dass die Regierung Maniu den Minderheiten verschiedene Erleichterungen gewährte und auch den demokratischen Karakter der Regierung Maniu ganz stark herausgestrichen, zusammen mit der Absicht die Minderheitenfrage, nach Hörung der Minderheiten selbst, in einem grosszügigen und demokratischen Sinne lösen zu wollen. Wenn Frau Bakker in ihrem Bericht auch Worte des Tadels über die Art der Behandlung der Minderheiten Rumäniens gebraucht, so finde ich keine Behauptung, gegen die auch nur eine ernste Einwendung gemacht werden könnte. . . . Mit einem Wort, man darf den Bericht der Frau Bakker nicht so betrachten, als wäre er aus einem feindschaftlichen Gefühl Rumänien gegenüber entstanden. Im Gegenteil. Er hält das Interesse für das Minderheitenproblem wach und lenkt es auf das offiziell angekündigte rumänische Minderheitengesetz. Wenn die Maniu-Regierung diese Frage in gerechtem Sinne löst... so wird sie dadurch nicht allein dem rumänischen Staate grosse Dienste erweisen, sondern auch die Unruhe meistern helfen, die heute in Europa herrscht. Die im Westen lebenden Freunde Ghiţa Pop's erwarten mit lebhaftem Interesse die Anwendung seiner Studienergebnisse, durch die am ehesten bewiesen werden kann, dass Rumänien im Geiste der Demokratie und der Duldsamkeit den Minderheiten gegenüber regiert wird.

Eine Erklärung des ungarischen Ministerpräsidenten Graf Bethlen.

Ministerpräsident Graf *Bethlen* führte im Parlament zu der Nationalitätenfrage während der Budget-Debatten u. a. aus: Heute haben wir es mit einer geänderten Lage zu tun. Solche Nationalitäten (wie sie im alten Ungarn bestanden) sind in Rumpfungarn nicht mehr vorhanden. In den Nachbarstaaten leben aber ungarische Minderheiten. Wenn wir nun wollen, dass wir bei den zuständigen internationalen Instanzen unser Wort mit der entsprechenden Energie und Wirksamkeit für diese ungarischen Volksgenossen erheben können, dann muss ich sagen, dass wir zu den Traditionen zurückkehren müssen. Wir müssen unseren Nachbarn zeigen, dass wir in der Nationalitätenfrage mit gutem Beispiel vorangehen auf dem Wege, von dem wir wünschen, dass auch sie ihn beschreiten ... Ministerpräsident Bethlen bemerkte an anderer Stelle, dass in der öffentlichen Meinung Ungarns noch unrichtige Auffassungen in der Minderheitenfrage beständen. Graf Bethlen erklärte: Daraus, dass beispielweise ein Mitbürger deutscher Zunge, der sonst ein guter Patriot ist, der seinem ungarischen Vaterlande mit ebensolcher Treue, wie jeder andere Ungar anhängt, auch seiner Muttersprache anhänglich ist, kann und darf keine Schlussfolgerung auf seine patriotische Zuverlässigkeit gezogen werden ... Ich bitte die Herren, das Streben, dass diese Mitbürger ihre Kinder gleichfalls in ihrer Muttersprache unterrichten lassen wollen, wie auch die Entschlossenheit der Regierung, dies auch von Staatswegen zu unterstützen, nicht als etwas zu qualifizieren, das im Gegensatze stünde zu den Interessen des ungarischen Staates und zum ungarischen Patriotismus.

Masaryk über das Problem der Minderheiten.

In Prag ist kürzlich eine tschechische Gesellschaft zum Studium der Minoritätenfrage gegründet worden. Diese Gesellschaft gibt eine Zeitschrift heraus, in deren erster Nummer sich Präsident *Masaryk* über das Problem der Minderheiten äussert. Präsident Masaryk betont, dass das Minderheiten-Problem

auch durch die letzten Friedensverträge in konkreter Weise nicht hat gelöst werden können, da auf der Friedenskonferenz Staaten, nicht aber Nationen, miteinander verhandelten. Es sei die Aufgabe der Mehrheitsnation, das Verhältnis der Minderheiten zum Staate und zu der Mehrheitsnation in rationeller Weise zu regeln und es nicht auf die Minderheiten-Petitionen ankommen zu lassen. Die Mehrheitsnation möge die Durchführung dieser Aufgabe als Pflicht gegen sich selbst, nicht aber als Konzession für die Minderheiten betrachten. Masaryk hebt die Notwendigkeit hervor, die Minderheitenfrage in der Tschechoslowakei den gegebenen Verhältnissen entsprechend zu lösen und äussert die Überzeugung, dass es den Minderheiten, an erster Stelle aber der Mehrheitsnation, mit der Zeit gelingen würde, einen besonderen tschechoslowakischen Typus für die Lösung der Nationalitätenfrage zu finden.

Ein Appel der kroatischen Frauen
an den Internationalen Frauenbund

Anlässlich der Konferenz des Internationalen Frauenbundes, der kürzlich in Wien stattgefunden hat, übergaben die kroatischen Frauen Katica Racek und Anka Vagatovac am 28. Mai der Präsidentin des Bundes der Marquise d'Aberdeen, nachstehenden Aufruf:

An den Internationalen Frauenbund derzeit in Wien.

Der Leitgedanke des Internationalen Frauenbundes war von allem Anfange an die Einführung der Frau in das öffentliche Leben. Dieses Ziel der Frauen entsprang durchaus nicht egoistischen Motiven oder einer „Frauenkaprice", wie dies die Gegner der Frauenbewegung gewöhnlich behaupten. Die Frauen haben vielmehr die Notwendigkeit eingesehen, dass sowohl im öffentlichen, als auch im privaten Leben des Einzelnen und der Völker gewisse Komponenten der weiblichen Eigenart zum Ausdrucke gelangen müssen, um die menschliche Gesellschaft zu regenerieren. Es war mehr Gefühl, mehr Humanität notwendig, ebenso wie die Überzeugung, dass die Gleichheit Aller der einzig richtige Standpunkt ist. Die Gleichheit der Völker und Menschlichkeit, das waren die Devisen, unter denen die Frauen ihren ideellen Kampf begannen.

In der Vertretung solcher Ideen beschränkte sich die Tätigkeit des Internationalen Frauenbundes nicht nur ein enges Arbeitsfeld, sondern sie dehnte diese auf alle Gebiete des öffentlichen Lebens aus, in denen die Erreichung jenes Idealzustandes möglich schien, der für die Frauen der ganzen Welt einzig und allein fasslich und wünschenswert erscheint. Die Tätigkeit der Frauen beschränkte sich aber auch nicht nur auf das Theoretisieren; die Frauen haben vielmehr durch ihre praktische Arbeit und durch ihr Auftreten bewiesen, dass zwischen ihren Theorien und ihrer Praxis vollkommener Einklang besteht und sie haben bereits bewiesen, dass es für sie keine Sache und keine Macht gibt, welche sie aufzuhalten im Stande wäre, dort zu helfen, wo Hilfe notwendig, oder wenigstens die Stimme zu erheben, wo dies die höhere Pflicht erfordert.

Wir kroatischen Frauen haben all dies vor Augen, wenn wir uns an den Internationalen Frauenbund wenden, der sicherlich mit dem grössten Verständnis und mit vollster Würdigung unseren Schmerz und Kummer verstehen wird.

Nach der scheusslichen Ermordung der kroatischen Volksvertreter am 20. Juni 1928 im Belgrader Parlamente, sah König Alexander die Unmöglichkeit ein, auf diese Art den Widerstand der kroatischen Nation zu brechen; er vollzog daher am 6. Jänner 1929 einen Staatstreich, mit welchem er die beeidete Verfassung aufhob, sich selbst zum absoluten Herrscher proklamierte und die Regierungsgeschäfte dem General Peter Zivkovic übertrug. Im Verordnungswege wurden alle wichtigeren politischen, kulturellen und humanitären Vereinigungen und Institutionen der Kroaten aufgelöst und verboten.

Das Ziel der Belgrader Diktatur ist die Vernichtung der kroatischen Nation, welche sie gründlichst durchführen will. Kroatischerseits würde dagegen natürlicherweise protestiert, was zur Folge hatte, dass zeit Proklamierung der Diktatur Tausende von unschuldigen Kroaten verhaftet wurden.

Wir wollen über diese Tatsachen hinweggehen, die wir nur aus dem einzigen Grunde angeführt haben, damit die nachstehenden Ausführungen über vorgekommene Greueltaten der jugoslavischen Polizei gegen die Verhafteten leichter verstanden werden. Diese Greueltaten sind derart, wie sie in der Geschichte der Kulturnationen seit Jahrhunderten nicht mehr vorkommen und deshalb wollen wir sie auch dem hohen Forum für Weib-

lichkeit und Menschlichkeit, der Internationalen Frauenvereinigung zur Kenntnis bringen.

Bei dem jetzt noch tagenden Monstreprozess gegen Kroaten vor dem Belgrader Ausnahmsgerichte zum Schutze des Staates, wurden folgende Greueltaten festgestellt, die seitens der Agramer Polizei an den Angeklagten verübt wurden:

Den politischen Häftlingen werden die Füsse und Hände in schwere Ketten gelegt; hierauf die Hände an den Rücken gebunden, der Kopf mit Faustschlägen bearbeitet, bis Blut aus Nase und Mund rinnt. Die entblössten Zehen werden mit schweren Stiefeln getreten und der ganze Körper mit Fusstritten und Faustschlägen behandelt, wobei auch die empfindlichsten Körperstellen nicht geschont werden. Die so Gequälten werden dann zu Boden geworfen und die an den Rücken gebundenen Hände durch Stricke mit den Beinen verbunden, worauf die nackten Fussohlen solange mit Ochsenziemern geschlagen werden, bis wieder Blut austritt. Als Verschärfung wurde einzelnen der so Gequälten und Gefesselten zwischen den miteinander verbundenen Händen und Füssen ein Gewehr oder Stock durchgesteckt und die Gemarterten derart zwischen zwei Stühlen frei aufgehängt und in dieser Lage abermals so lange geschlagen, bis sie das Bewustsein verloren. Andere wieder wurden mit gefesselten Händen an Mauerhaken gehängt, in dieser Lage geschlagen und dann stundenlang hängen gelassen. Damit man auserhalb des Gefängnisses die Weh- und Hilferufe der Gemarterten nicht höre, verbindet man ihre Köpfe mit nassen Fetzen oder Militärmänteln und lässt noch ausserdem Grammophone spielen, um das Jammern zu übertönen und zu paralysieren. Durch solche Folterungen wurde der pensionierte Oberstleutnant Vilko Begitsch veranlasst, Selbstmord zu versuchen, um diesen Qualen zu entgehen. Beim diplomierten Juristen Cvjetko Hadzija verursachten diese Martern verschiedene innere Verletzungen und eine schmerzhafte Entzündung des Gesichtes. Der Handlungsgehilfe Ljubomir Kremsier bekam durch die erhaltenen Schläge ausser einer, durch Professor Stojanovitsch röntgenologisch festgestellten Senkung des Magens von 10 Zentimetern, auch noch mehrere innere Blutungen. Beim Beamten Matekovitsch sind noch heute die erhaltenen Wunden sichtbar. Die Gesundheit des Professors Jelaschitsch hat unter den Folterungen derart gelitten, dass er sich in den seither verflossenen 5 Monaten noch immer nicht

vollkommen erholt hat und während seines Verhörs bei der jetzt stattfindenden Hauptverhandlung in Ohnmacht fiel, so dass die Verhandlung unterbrochen werden musste. Der absolvierte Hörer der Philosophie Mile Stratschevitsch wurde ausser auf die bereits angeführte Art auch noch anders gefoltert, die jedoch aus Rücksichten der Scham nicht wiedergegeben werden kann; er wurde dann auch noch von Polizeiorganen derart zu Boden geworfen, dass er heute noch nicht schmerzlos sitzen und liegen kann.

Der angesehene Agramer Kaufmann Stefan Javor wurde ebenfalls auf die vorgeschilderte Art fürchterlich gemartert, um ein Geständnis von ihm zu erzwingen. Man hat ihn sogar mit brennende i Kerzen gebrannt, während er auf einem Mauerhaken hing und geschlagen wurde. Seine Wunden sind heute nach 7 Monaten noch offen und die Schwellungen zu sehen, so das er keine Lederschuhe anziehen kann. Auch Javor's Frau war gleichzeitig Tage hindurch ganz grundlos verhaftet und als sie ihren Mann eines Tages im Vorübergehen sah, erkannte sie ihn kaum, weil er so entsetzlich aussah, sein Hemd war ganz zerrissen, seine Hände und Füsse angeschwollen und das Gesicht voll blutunterlaufener blauer Flecken. Während Mann und Frau Javor im Gefängnisse waren, verhungerten fast die beiden zu Hause verbliebenen Kinder, weil es den Nachbarn und Bekannten verboten wurde, ihnen Essen zu bringen. Um die seelischen Qualen Javor's zu erhöhen, schickte man die halbverhungerten Kinder zur Polizei, damit sie ihrem Vater die Kunde persönlich überbringen, dass ihre Mutter auch verhaftet, der Geschäftsladen amtlich geschlossen und sie selbst hungern und mit niemandem zusammenkommen dürfen. Als Frau Javor aus dem Gefängniss entlassen wurde, ersuchte sie ihren Rechtsanwalt Dr. Ivan Pernar zu erwirken, dass ihr Mann sogleich gerichtsärtztlich untersucht werde. Diesem Ansuchen wurde jedoch nicht stattgegeben.

Die Tochter und der Sohn der kroatischen Offizierswitwe Milka Hranilovitsch sind aus politischen Gründen vor 7 Monaten verhaftet worden. Sie selbst hatte eine Wohnung in einem Hause, welches der Gemeinde Zagreb gehört. Die Gemeindeverwaltung wurde von der Polizei gezwungen, der Frau Hranilovitsch zu kündigen und da die Polizei allen jenen mit Repressalien drohte, die der genannten Witwe ein Quartier geben,

ist sie jetzt mit ihrer ganzen Wohnungseinrichtung auf der Gasse. Aber auch jene mildtätigen Freunde, welche der Frau derzeit vorübergehend Obdach gewähren, sind jetzt allen möglichen Chicanen seitens der Polizeibehörde ausgeliefert.

So weit bisher bekannt, wurden diese Unmenschlichkeiten zum Teil vom Agramer Stadtkommandanten General Belimarkovitsch, vom Polizeidirektor Dr. Janko Bedekovitsch, vom Polizeikommandanten Boschko Pavlovitsch, vom Polizeikommissär Vasiljevitsch und von den Detektivs Dotlitsch, Narantschitsch, Stefek und Pukmeister begangen. Die Verteitiger beim jetzt im Belgrad tagenden Monstreprozess gegen Kroaten haben gefordert, dass der Staatsanwalt die Anklage gegen jene Unmenschen erhebe, welche diese Bestialitäten verübt haben. Der Staatsanwalt sowohl auch der Staatsgerichtshof haben jedoch diese Forderung abgelehnt, weil alle diese Vorfälle auf Befehl der königlichen Regierung vorgekommen sind.

Um zu beweisen, dass solche Greueltaten gegen Kroaten nicht nur in Agram, sondern auch in der Provinz der übrigen kroatischen Länder verübt werden, also ein System des diktatorischen Regimes sind, dienen nachstehende Beispiele:

Josip Maritsch aus Split kam nach einem Verhör ganz geschwollen in die Zelle zurück und konnte nicht stehen.

Universitätshörer Mazuran bekam ein grosses Geschwür an der rechten Bauchseite, weswegen er grosse Schmerzen litt. Er bat öfters um ärztliche Hilfe, aber es wurde ihm von den Wächtern immer geantwortet: „Sie sind eingesperrt, um zu Grunde zu gehen und nicht, um sich hier zu kurieren."

Buchhandlungsgehilfe Simovitsch liegt schon über ein Jahr im Polizeiarreste obwohl das Verfahren gegen ihn gerichtlich verworfen wurde. Im Arreste erkrankte er an Lungentuberkulose und trotzdem wurde er in einer überfüllten Zelle unter den Gesunden gehalten. Die ärztliche Behandlung wurde ihm verweigert.

Pavao Marganov wurde im Juli 1929 während des Verhörs so verprügelt, dass er drei Tage nachher in der Zelle starb. Der Tod trat nachmittags ein, seine Leiche aber wurde in derselben Zelle bis in die Nacht liegen gelassen. Um Mitternacht löschte man alle Lichter im Polizeigebeude aus und warf Marganovs Leiche durch das Fenster in den Hof, um den Selbstmord vorzutäuschen. Nachher konstatierte der amtliche Arzt bei der

ärztlichen Obduktion, dass Marganovs Tod durch die Prügelei verursacht wurde und erstattete am 1 VIII. 1929 bei der Staatsanwaltschaft in Zagreb die Strafanzeige gegen die betreffenden Polizeiorgane. Aber die Staatsanwaltschaft hat kein Strafverfahren eingeleitet. Trotz dieser ärztlichen Konstatierung wurde im Polizeiberichte behauptet, dass Marganov Selbstmord begangen habe.

In derselben Zelle war Gjuro Basikarov. Er wurde folgenderweise gefoltert: Man hat ihm separat die Hände und separat die Füsse gebunden, sodann ihn wie ein Knäuel geformt und die Hände und Füsse miteinander verbunden. Unter dem Bauch wurde ihm eine Eisenstange durchgezogen und deren Enden auf zwei Sesseln gelegt. In solcher Lage hat man ihn verhört. Als die Antworten nicht zufrieden stellten, schlugen ihn zwei Polizeiagenten mit Stöcken, warfen ihn auf den Fussboden und traten mit Ihren Schuhen auf seine Zehen. Einige Wochen konnte sich Basikarov nicht von selbst von seinem Lager erheben, und auch später konnte er lange Zeit seine Schuhe nicht anziehen. Er hat eine schwere Lungentuberkulose und der Arzt erklärte ihm, dass er in Spitalsbehandlung nur dann gelangen könne, wenn er nicht unter politischen Verdacht stände.

Ende August 1929 wurde im Polizeiarreste in Osiek ein Arretierter namens Hauk gefoltert. Als er an diesen Verletzungen im Arreste starb, wurde im Polizeiberichte gemeldet, dass Hauk am 29. VIII. 1929 durch einen Fenstersprung Selbstmord begangen habe.

Im April 1929 teilte die Zagreber Polizei in einer amtlichen Kundgebung mit, dass an der österreichischen Grenze die politisch Arretierten Professor Djakovitsch und Privatbeamter Hecimovitsch im Momente, als sie sich während einer polizeilichen Amtshandlung am angeblichen Tatort in der Richtung der österreichischen Grenze zur Flucht wandten, durch die Zagreber Polizeiorgane erschossen wurden. Auf Verlangen der Familie der Ermordeten wurde einige Wochen später an Hecimovitsch und Djakovitsch die gerichtliche Obduktion durchgeführt. Bei dieser Obduktion wurde am 7. V. 1929 durch die ärztlichen Gerichtssachverständigen des Kreisgerichtes Maribor festgestellt, dass an den Ermordeten noch vor dem Tode schwere Verletzungen verübt wurden und dass dieselben nicht auf der

Flucht erschossen wurden, sondern von vorne und aus unmittelbarer Nähe.

Der ärztliche Gerichtsbefund lautet an beweisenden Stellen wie folgt:

Djakovitsch: . . . „Diese Schussverletzung wurde durch einen von vorn abgegebenen Schuss verursacht, also in der Lage, als sich der Täter und der Tote gegenüberstanden . . . Was die Entfernung anbelangt, aus welcher der Schuss abgegeben wurde, muss in Betracht gezogen werden, dass der Rock am Oberteil und an den Rändern etwas brandig war, und dass auch an den Schussrändern thermische Einflüsse an der Haut gefunden wurden. Daraus muss man schliessen, dass der Schuss aus nächster Nähe abgegeben wurde, sodass das Projektil ausserordentlich heiss war . . . Ferner wurden auf weiteren Gliedmassen, auf dem Gesäss und auf dem Schenkel verbreitete äusserliche Blutbeulen festgestellt. Als diese von innen untersucht wurden, fand man auf diesen Stellen sehr starke frische Bluthaematome bis zu 1 cm stark vor, woraus zu schliessen ist, dass auf diese Stellen Schläge oder Stösse mit einem harten, stumpfen Gegenstand versetzt wurden . . . Ferner fand man zwei Vorderzähne wacklig und in beiden Nasenlöchern geronnenes Blut vor, was dafür spricht, dass der Tote auch auf das Gesicht und zwar auf den Mund und auf die Nase mit der Faust geschlagen wurde. Irgend ein anderer Gegenstand wurde höchstwahrscheinlich nicht verwendet, da sonst sicherlich die Zähne abgebrochen wären. In Betracht kommen ferner die Veränderungen der Leiche bestehend aus der Hautmazeration an den Händen und Füssen, welche Mazeration nicht nur auf der Oberfläche der Hände und Füsse, sondern auch an den Handflächen und Fussohlen vorkommt. Diese Mazeration befindet sich im ersten Stadium. Aus diesen Veränderungen kann man schliessen, dass die Leiche ca. zwei–drei Tage an einer sehr feuchten Stelle gelegen hat, sodass sich der vordere Teil der Leiche im Wasser befand. Der Tod ist also, nach diesen Feststellungen zu schliessen, wenigstens zwei–drei Tage vor der Entfernung der Leiche aus dieser feuchten Umgebung eingetreten. Die Verletzungen, die auf den äusseren Gliedmassen und auf dem Gesäss festgestellt sind, wurden beigebracht, während der Tote noch lebte und zwar während der letzten 24 Stunden vor seinem Tode. Sie waren infolge ihrer ausserordentlichen Verbreitung schwere physische Verletzungen,

welche die Gesundheit und das Wohlbefinden mehr als zwanzig Tage gestört hätten . . ."

Hetschimovitsch: . . . „Nach der Untersuchung des Genannten stellte man gerade auf der rechten Brustwarze eine runde Schusswunde mit nach innen gebogenen Rändern fest, die nach ihrer Beschaffenheit als ein Schuss zu betrachten ist, d. h. die Stelle, wo das Projektil einer Feuerwaffe kleinen Kalibers in das Innere des Brustkorbes eingedrungen ist. Die Verletzung unter der linken Achselhöhle bei der achten Rippe, deren Ränder zerrissen waren, ist als Ausschuss zu betrachten . . . Nach dieser Richtung schliessend, wurde der Schuss von vorn abgegeben und befand sich der Tote in diesem Moment etwas schräg gegenüber . . . Unter der Unterschädelhaut fand man auf dem Kopfe auf drei verschiedenen Stellen frische Blutbeulen des Schädelgerippes, die von wenigstens dreimaligem Schlagen auf den Kopf mit einem harten stumpfen Gegenstand herrühren. Über dem linken Schulterblatte, auf dem linken und teilweise auf dem rechten Gesäss, sowie auf beiden Knien und auf den Schenkeln fand man äusserliche Blutunterlaufungen und auf der Innenseite verbreitete frische Haematome bis 4 cm stark, woraus geschlossen wird, dass der Tote an der linken Rückenseite und auf das Gesäss, sowie auf beide äussere Gliedmassen mit einem harten stumpfen Gegenstand viele Schläge bekommen hat. Auch diese Verletzungen waren im Ganzen ihrer grossen Verbreitung wegen schwere physische Verletzungen, welche die Gesundheit und das Wohlbefinden mehr als zwanzig Tage gestört hätten. Der Tote erlitt sie, als er noch am Leben war, in den Letzten 24 Stunden vor dem Tode. Die Schussverletzung durch die Brust war allein tötlich und der Tod ist sofort infolge Verblutung im Innern des Brustkorbes eingetreten. Bei dieser Verletzung hätte keine ärztliche Hilfe mehr das Leben retten können. Auch diese Leiche musste sich zwei–drei Tage in der Feuchtigkeit befunden haben und zwar so, dass sie mit Händen und Füssen im Wasser war, bevor sie von dieser Stelle weggebracht wurde; – ungefähr um dieselbe Zeit ist auch der Tod eingetreten . . ."

Arbeiter Marijan Baron wurde im Monat Juli 1929 von der Polizei in Sarajevo in der Weise gefoltert, dass er kaum gehen konnte. Am 30. VII. wurde er in die Umgebung von Sarajevo zum Augenschein am angeblichen Tatort geführt und bei dieser

Gelegenheit erschossen. Im Polizeibericht wurde mitgeteilt, dass ihn die Wache erschossen habe, als er die Flucht versuchte.

Die zahlreich angeführten Bestialitäten und Greueltaten müssen alle jene revoltieren, die Gefühl für Humanität haben und sich selbst als Menschen fühlen, uns kroatische Frauen, Mütter, Schwestern und Verlobte treibt dies aber zur Verzweiflung.

Deshalb wenden wir uns an Euch, liebe Geschlechtsgenossinen, an dieses Weltparlament der Frauen, an Euch, die auch Ihr Mütter, Frauen, Schwestern und Verlobte seid, an Euch, die Ihr sicherlich diese Unmenschlichkeit und unseren tiefen Schmerz empfindet, welcher durch solche Greueltaten nicht nur der ganzen kroatischen Nation, sondern in erster Linie uns als Frauen, Mütter und Schwestern angetan wurde.

Wir bitten Euch inständigst, erhebt den Ruf des Protestes und des Erschauderns vor der ganzen Kulturwelt, erhebt Eure heilige Stimme, damit der im Einschlafen begriffene Geist der Humanität wieder erweckt und jenem höllischen Zustande ein Ende bereitet werde, in dem sich derzeit die kulturell hochstehende kroatische Nation befindet.

Da heutzutage überall Tierschutzvereine bestehen und noch in Gründung sind, so sind wir tief davon überzeugt, dass sich noch Frauen und Menschen finden werden, welche aufstehen und die ganze Welt alarmieren werden, um jenen Staat zu zwingen, all diesen vorgeschilderten Gewalttaten und Barbareien ein Ende zu bereiten, die heute in Kroatien an der Tagesordnung sind und die ein Schandmal für die Humanität sind. Wir zweifeln nicht einen Augenblick, dass auch Ihr Euch durch solche Bestialitäten in Eurem Innersten tief verletzt fühlt – den Traditionen der hehren Frauenbewegung folgend – als Erste in der Aussenwelt gegen diese Greueltaten Euch erheben werdet, wofür wir Euch unseren tiefstempfundenen heissesten Dank übermitteln.

26. Mai 1930.

Im Namen der, wegen der in Jugoslavien herrschenden Verhältnisse nich öffentlich hervortreten könnenden Frauen Kroatiens zeichnen hochachtungsvollst:

Katica RACEK. *Anka VAGATOVAC.*

Director şi redactor răspunzător: Dr. Elemér Jakabffy.
Tipărit: Husvéth şi Hoffer, Lugoj.